

**Venezuela - Réponse de M.
Jean-Yves Le Drian, ministre de
l'Europe et des affaires étrangères,
à une question au gouvernement à
l'Assemblée nationale
(Paris, 23 mai 2018)**

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Députés,

Madame la Députée,

Le gouvernement partage totalement votre préoccupation sur la situation au Venezuela, après les résultats de l'élection présidentielle, élection présidentielle anticipée, voire même très anticipée. Vous le savez, la France a estimé que le processus électoral engagé ne répondait pas aux exigences d'une élection démocratique, elle le maintient. Le déroulement du vote a confirmé nos craintes, malgré les pressions, l'abstention a atteint un niveau historique, montrant qu'une majorité des Vénézuéliens ne considéraient pas ce processus comme légitime ni crédible. En outre, de nombreuses irrégularités, vous l'avez signalé, ont été commises et on peut craindre, Madame la Députée, que ces élections, loin d'offrir une issue ne fassent qu'aggraver la situation politique, sociale et économique du Venezuela.

Par ailleurs, la situation humanitaire est extrêmement dégradée, et il est fondamental que les organisations internationales et régionales soient autorisées à intervenir rapidement pour permettre l'accès de la population à l'aide humanitaire. Dans cette affaire, la France a toujours eu une position équilibrée, mais devant la dégradation de la situation, nous sommes prêts à prendre les initiatives, d'une part pour renforcer l'aide à la destination des Vénézuéliens, et d'autre part, pour faire en sorte que les sanctions initiées par l'Union européenne soient renforcées, parce que la situation mérite des décisions et des options qui soient graves et qui entraînent les bouleversements nécessaires./.